

## SNEP-FSU : 40 ans à l'Education Nationale !!! 3 rentrées sous COVID, ET DES BATAILLES ENCORE ET TOUJOURS

Cela fait 40 ans que l'EPS est à l'Education Nationale. Nous aurions pu fêter cela avec beaucoup de joie et d'événements sportifs, de rencontres entre élèves, refaire l'histoire de notre discipline....

Mais encore aujourd'hui, indépendamment des circonstances sanitaires ou peut-être en les prétextant, il nous faut toujours revendiquer notre spécificité, préciser encore et encore les apports de notre discipline aux élèves, l'intérêt du sport scolaire organisé au sein de l'Education Nationale et non comme une fédération sportive à part.

Notre ministre met tout dans un même sac : sport, EPS, vagues exercices d'une durée de 30 minutes.

Il fait fi de la culture sportive enseignée en EPS, du développement de la motricité de tous les élèves contrairement aux fédérations sportives qui n'ont pas cet objectif.

Pourtant les politiques et la société civile, ont souligné (la main sur le cœur) à quel point, le manque de pratique motrice était catastrophique pour la santé psychologique et physique de nos enfants.

Dans cette logique la mise en place du Pass « sport » faciliterait l'accès aux clubs sportifs en diminuant le coût aux familles. C'est une idée louable mais pourquoi ne pas ai-

der au développement du sport scolaire, accessible à tous pour bien souvent moins de 25 euros par an ! Les fédérations sportives reprennent les rencontres, le sport scolaire attend....

Le SNEP-FSU demande la reprise des rencontres dans le cadre d'un protocole spécifique à l'UNSS.

La pratique de l'association sportive se faisant dans le cadre de groupes constitués sur la base du volontariat, les notions de niveaux et de non-brassage doivent disparaître. Il faut que l'association sportive de chaque établissement puisse revivre et être accessible au plus grand nombre.

A cette rentrée, le gymnase de St Céré aurait dû être rendu aux scolaires afin d'organiser les cours d'EPS or le centre de vaccination perdure.

Le SNEP-FSU revendique que l'enseignement de l'EPS puisse bénéficier des installations et demande que d'autres lieux de vaccination puissent être trouvés.

**40 ans !!! Sortons le champagne et mobilisons-nous pour maintenir une EPS et une AS de qualité pour nos élèves qui en ont bien besoin ! Le 23 septembre : tenue d'EPS et haka revendicatif !!**

Laure Foltzer, SNEP-FSU 46

16 sept. 2021

N° 105 : Juillet —Août—Septembre 2021

### EDITO : Des chiffres, des moyens et des êtres humains

La crise du Covid a occupé une place centrale dans l'actualité de l'été et la crise climatique montre ses effets dévastateurs, l'optimisme est cependant de mise début septembre chez les dirigeants, une reprise au niveau 2 d'un protocole très flou et peu rassurant dans l'éducation, une vaccination qui s'accélère, des places encore libres en réanimation, une croissance économique qui repart et bien loin des yeux cependant des régions en souffrance les Antilles, la Polynésie, Mayotte... Pour eux la rentrée est retardée mais ici tout va bien se passer, une reprise presque normale même si certaines précautions restent d'actualité, aucune mesure radicale n'a été mise en place : pas d'ouverture de lits dans les hôpitaux, pas de dédoublements de classe dans les établissements scolaires, pas d'achat de purificateurs d'air : mi-septembre 4 classes Covid dans le département, plus de 500 en France.

Les politiques ne s'adaptent pas au monde qui est en train de changer sous leurs yeux, on maintient le cap libéral. Dans la fonction publique toujours trop de fonctionnaires et assez payés, qu'ils soient en première ou seconde ligne on continue à presser le citron. Heures supplémentaires, effectifs pléthoriques, manque de place, de moyens. Dans le Lot les enfants sont officiellement gâtés : moins de 20 par classe en moyenne selon les chiffres de l'administration, mais sur le terrain la réalité peut prendre un tout autre visage, bien éloigné du principe d'égalité, valeur essentielle de la République, c'est 30 ou 36.

Si des lits manquent aussi loin qu'aux Antilles ce n'est pas la moyenne nationale qui va sauver les habitants, si des élèves sont entassés ce n'est pas la moyenne départementale qui va les aider et les protéger mais de l'aide personnalisée et des ouvertures de classes. Se mettre en grève dès la rentrée pour obtenir des moyens pour les enfants c'est beaucoup d'énergie et une perte de salaire, ne pas donner à certains enfants des conditions d'apprentissage et de mise à niveau convenables c'est maltraiter une jeunesse fragilisée.

**Soyons nombreux à nous mobiliser le 23 septembre prochain, jour de grève dans l'éducation pour nos conditions de travail, nos salaires, il faut que nous nous fassions entendre, ces revendications sont légitimes.**

C'est une autre politique que nous voulons, celle qui place l'être humain au cœur du système qu'il soit rural, urbain, insulaire, ou métropolitain.

La confiance dans l'Etat et dans ses politiques ne reviendra que si le citoyen se sent protégé et pris en compte dans sa diversité.

Espérons aussi que certains candidats mettent à profit la campagne électorale qui va commencer pour proposer des projets plus humains à une société centrée sur le profit et la croissance quoi qu'il en coûte pour le vivant, sinon la note risque d'être salée, très salée.

**Faisons nous entendre !**

A.M. Bonhomme

L'HOSPITALET PPDC



URGENCE SERVICE PUBLIC D'EDUCATION Action / Réaction

**Mobilisé-es**  
dès la rentrée  
parce qu'une  
autre école est  
**possible...**

unplandurgencepourlecole

500000  
1000000  
10000000

**Grève dans l'éducation le 23 septembre  
14 h 30 Cahors Pl. Mitterrand**

## Retraite : Pouvoir bien la vivre, une exigence !

*Ma retraite je l'ai gagnée, mon droit au bien vieillir, je le revendique, mes revendications je les défends.*

Septembre, octobre, novembre seront des mois clés pour les retraités. C'est à cette période que se voteront les budgets de la Sécurité sociale et de la loi de finances.

**Alors mobilisons-nous le vendredi 1er octobre !**

Notre Intersyndicale nationale dite "le Groupe des 9" appelle à cette nouvelle journée nationale d'action pour :

- Exiger l'augmentation des retraites, pensions de base et complémentaires.

- Défendre la Sécurité Sociale et l'accès à la santé,
- Obtenir enfin une véritable loi pour la prise en charge de la perte d'autonomie
- Défendre les Services Publics

### Pour notre département

**Rassemblement unitaire à 10h30**

**Place de la Bourse du**

**Travail à Cahors**

Yves François SFR-FSU46

Yves Mespoulhé FGR-FP 46

Fédération Syndicale Unitaire pour l'Education, la Recherche, la Culture—Bulletin de la section départementale de la FSU46, 80 rue des jardiniers, 46000 CAHORS Tel 0565229765 Mail fsu46@fsu.fr Directrice de la publication : Céline Sompayrac Imprimé par nos soins Prix = 1 euro. Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique des syndicats nationaux de la FSU 46. Conformément à la loi du 8 janvier 1978, vous pouvez y avoir accès, ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU46, 80 rue des jardiniers, 46000 CAHORS Tel 0565229765 Mail fsu46@fsu.fr N° ISSN 1268-0613 ; CPPAP : 1225S07627

Page 1: Edito

Page 2 : Grève Educ'  
EPA-FSU

Page 3 : Rentrée 2nd degré ; Rentrée 1er degré

Page 4 : SNEP-FSU 40 ans à l'éducation nationale.

Retraite : pouvoir bien la vivre, une exigence !

**TOUS EN GREVE POUR UN PLAN D'URGENCE POUR L'EDUCATION !**

**23 SEPTEMBRE 2021**

**PL. MITTERRAND à CAHORS  
MANIFESTATION**



## EPA-FSU : Education, Pluralisme, Action Solidaire

### EPA : un syndicat multi catégoriel ? **Vrai**

*Les personnels administratifs dans les services et établissements jeunesse et sports sont un maillon essentiel des missions du service public d'éducation hors temps scolaire.*

Depuis les origines de Jeunesse et Sports la filière administrative de Jeunesse et Sports est originaire du MEN. Elle a été largement démantelée par le passage aux ministères sociaux. La mission éducative JS repose sur une chaîne opérationnelle qui va des équipes administratives aux équipes techniques et pédagogiques et d'inspection. Reconstruire la filière administrative en faisant toute leur place aux collègues ayant opté ou venant de corps des ministères sociaux est indispensable et doit se faire dans le respect des agents et de leurs carrières. EPA a agi pour le maintien des régimes indemnitaires plus avantageux au MAS (ministère des affaires sociales) qu'au MEN. Une solution transitoire est trouvée. La vigilance s'impose cependant. Le transfert au MENJS est anxiogène pour les agents administratifs qui ne sont toujours pas fixés sur leurs régimes de congés, sur leurs horaires qui pour EPA doivent être ceux pratiqués dans chaque académie, sans ostracisme. Tout est à négocier pour stabiliser les conditions d'emploi.

Les tentatives d'éclatement des personnels administratifs

dans certaines DRAJES\* ou SDJES\* ont été combattus et dénoncés par EPA. Nous refusons ces atomisations qui rompent la continuité des services et par là-même la spécificité de la continuité éducative Jeunesse et Sports hors temps scolaire. Les personnels administratifs inscrits dans la spécificité JS, doivent être identifiés et reconnus.

### EPA : un syndicat qui construit des solidarités ? **Vrai**

EPA est un syndicat qui défend des métiers mais pas en les isolant les uns des autres. Dans la galaxie syndicale MENJS, marquée par des corporatismes souvent aigus, c'est un défi difficile d'exister en recherchant du sens, en décryptant les pièges de la DGRH, les rencontres avec l'administration centrale. Pour autant, la raison d'être d'EPA est de donner à comprendre les contextes professionnels, les enjeux des luttes solidaires tournées vers l'émancipation individuelle et collective. Dans cette trajectoire, EPA veut être un pont entre les nouvelles générations professionnelles et l'histoire des personnels techniques et pédagogiques, des filières administratives et d'inspection. C'est un syndicat de transformation sociale qui est au service des salariés.

\*DRAJES : Direction de région académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports

\*SDJES: services dédiés à la jeunesse, à l'engagement et aux sports

**Guillaume de France, EPA-FSU 46**



## 2nd degré : 2e rentrée de septembre sous Covid et toujours le même déni de réalité au ministère

Cette année encore dans la presse et sur les ondes c'est la rengaine d'une rentrée « normale » où tout se passerait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Malheureusement, la réalité est tout autre. Si les enseignants de collège et lycée sont contents de retrouver tous les élèves « en présentiel », ils savent aussi qu'un an et demi de crise sanitaire n'a pas permis un apprentissage « normal » et a encore accentué les inégalités entre élèves. Ils ont besoin d'aide, de travail en petits effectifs pour des méthodes variées, pour une remédiation. Alors le refus du Ministère de revenir sur les suppressions de poste (- 14 ETP dans le Lot) et sur la baisse des moyens passe mal. La réalité c'est toujours plus de classes à 30 ou 31 en collège (Gambetta, Gourdon, Luzech...), à 35 ou 36 en lycée (Cl Marrot, Saint-Céré...), à tel point que les emplois du temps de certains établissements sont encore compliqués par le manque de salles assez grandes pour ces classes à effectifs pléthoriques ! Comment aider les élèves dans ces conditions ? Et comment inclure vraiment les élèves handicapés ? D'ailleurs, même le seuil de 10 élèves en ULIS (unités localisées pour l'inclusion scolaire) est allègrement dépassé. A l'inverse des effectifs, l'offre de formation est en baisse : les options disparaissent faute de moyens, ou survivent à minima avec 1h30 ou 2h par semaine au lieu des 3h dues, ou encore au prix de regroupements de plusieurs niveaux dans la même classe.

Au lycée, la réforme Blanquer continue ses dégâts, avec un bac de plus en plus local. Or le renvoi au local de l'évaluation amplifie les inégalités et met élèves et enseignants sous la pression d'une évaluation permanente. Le poids du lycée d'origine va de plus marquer durablement le destin scolaire des élèves, comme l'a déjà montré Parcoursup. Comment croire que le « Protocole local d'évaluation » annoncé par le ministre permettra de donner un cadre na-

tionnel au contrôle continu ?

Autre problème : les postes d'enseignants ne sont pas encore tous pourvus dans notre département. Il manque aussi des Psy-EN, des AED, des gestionnaires... Et il n'y a eu aucun recrutement d'assistantes sociales, d'infirmières, de médecins scolaires malgré les besoins croissants d'équipes pluridisciplinaires pour venir en aide aux élèves en ces temps de crise.

Plusieurs établissements s'étaient mobilisés au printemps dernier pour exiger plus de moyens (Gourdon, Martel, Vayrac, Bretenoux, Gambetta-Cahors...) et les personnels du collège de Luzech étaient en grève le 6 septembre dernier pour demander l'ouverture d'une division supplémentaire en 4<sup>e</sup> au vu des effectifs à 31-31-30. Ils ont obtenu une dizaine d'heures en plus pour quelques dédoublements mais le rectorat refuse l'ouverture d'une classe. Cela prouve que la mobilisation paye mais aussi qu'un établissement seul ne peut pas tout.

**Une mobilisation collective d'envergure est indispensable pour exiger une autre politique éducative.**

**Soyons nombreux en grève et dans la rue le 23 septembre, pour nos élèves, nos conditions de travail et nos salaires. Et pour demander l'abrogation de la réforme du lycée et le retour à un bac national et terminal, seul garant de l'égalité des élèves sur tout le territoire.**

**Florence Cabrit, SNES-FSU 46**

## Rentrée dans le 1 er degré

La rentrée dans le Lot, malgré le Covid, est assez similaire aux précédentes. Le nombre d'élèves baisse légèrement, le nombre de classes diminue (8 fermetures actées en juillet) et le nombre de postes provisoires est toujours élevé (6 ouvertures dont une définitive, Bédier). Quelques situations tendues cependant. La situation sur le remplacement est pour l'instant correcte mais elle risque de se dégrader au cours de l'année (cas covid, maladies, arrêts longs, décharges de direction en augmentation). La rentrée se fait déjà avec 2 contractuels ce que nous dénonçons fortement. L'école, surtout dans la situation actuelle, a besoin de moyens et donc de postes pérennes à prendre sur les Listes Complémentaires ou en augmentant le nombre de places au concours !

Un plan d'urgence pour l'école c'est ce que demande le SNUipp, au lieu de cela le nombre de postes au concours ne cesse de baisser ! Comment mettre en place les mesures annoncées (pas plus de 24 en GS CP et CE1, les classes à 12 en REP, la légère augmentation des décharges de direction...) avec si peu de moyens ?

**C'est pourquoi la FSU avec le SNUipp et l'intersyndicale**

**FO—SUD—CGT appelle à une grève et manifestation le 23 septembre prochain**

En déplacement à Marseille, le Président s'est livré à une véritable provocation en entonnant les refrains libéraux de transformation de l'école primaire. Loin du nécessaire plan d'investissement attendu dans le bâti pour la rénovation d'écoles marseillaises délabrées, E. Macron entend dénaturer profondément le fonctionnement actuel de l'école publique. Les enseignants des quartiers difficiles de Marseille ne seraient pas « motivés » et devraient être « recrutés » par les directeurs ! Au prétexte de traiter les difficultés de l'école à faire réussir les élèves issus des familles populaires, l'annonce de cette expérimentation sur 50 écoles marseillaises et « plusieurs autres quartiers de la République » et sa généralisation possible !

**Les personnels sont appelés à se mobiliser pour mettre en échec ce projet qui dérégulerait le fonctionnement actuel de l'école. La grève du 23 septembre en sera une occasion et permettra également de poser la nécessité d'un tout autre projet pour l'école.**